



ÉTAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service des communes
Rue de Zaehringen 1, 1701 Fribourg

Par courriel

Comité de pilotage du projet de fusion
des communes du Gibloux
Mme Micheline Guerry
Cheffe de projet

Service des communes SCom
Amt für Gemeinden GemA

Rue de Zaehringen 1, 1701 Fribourg

T +41 26 305 22 42, F +41 26 305 22 44
scom@fr.ch, www.fr.ch/scom

—
Réf: Brigitte Zbinden
T direct: +41 26 305 22 40
Courriel: Brigitte.Zbinden@fr.ch

Fribourg, le 14 novembre 2013

Étude du projet de fusion des communes de
Corpataux-Magnedens, Farvagny, Le Glèbe, Rossens et Vuisternens-en-Ogoz

—
Analyse financière 2008 – 2012

Madame la Cheffe de projet

Dans le cadre du projet de fusion des communes mentionnées en titre, en réponse à votre requête du 13 novembre 2013, nous avons établi une analyse financière.

Vous trouverez la situation financière et la capacité d'investissement provisoires consolidées de la commune fusionnée établies sur la base des comptes communaux 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012.

En espérant, par ces quelques renseignements, vous faciliter la compréhension des tableaux annexés, nous vous prions d'agréer, Madame la Cheffe de projet, nos cordiales salutations.

Gilles Ballaman
Conseiller économique

Brigitte Zbinden
Révisseure

Annexe

—
Analyse financière du projet de fusion

Copie

—
Madame la Conseillère d'État Marie Garnier, DIAF
Monsieur le Préfet Carl-Alex Ridoré, Préfecture de la Sarine

Situation financière 2008 – 2012

TABLEAU "SITUATION FINANCIÈRE"

1. Comptes de fonctionnement

Les comptes officiels 2008, 2009, 2010, 2011 et provisoires 2012 ont servi de référence. Toutefois, ces résultats doivent être corrigés pour les raisons suivantes:

> **Rendement fiscal**

Le produit des impôts sur le revenu et la fortune des personnes physiques, ainsi que sur le bénéfice et le capital des personnes morales comptabilisé a été remplacé par les montants indiqués dans la statistique du Service des contributions (SCC), multipliés par les coefficients d'impôts projetés en cas de fusion. Pour l'année 2012, la statistique fiscale n'étant pas déterminée, nous avons utilisé comme référence les montants comptabilisés.

> **Amortissements**

Le montant de l'amortissement minimum légal provient du contrôle de l'endettement établi par le Service des communes. L'amortissement supplémentaire est en effet une option de gestion financière et non une obligation; cette option peut être laissée ouverte à d'autres buts.

> **Environnement**

Conformément aux législations cantonales en matière de distribution d'eau potable, d'assainissement des eaux usées, ainsi que celle relative à la gestion des déchets, le principe de la couverture des coûts doit être respecté. Ainsi les chapitres 70 *Approvisionnement en eau* et 71 *Protection des eaux* ont été équilibrés par rapport aux comptes officiels à 100% et le chapitre 72 *Gestion des déchets* au minimum à 70%.

> **Charges et produits uniques**

Une comparaison annuelle sommaire des charges et des produits nous permet d'effectuer certaines corrections de montants comptabilisés dans le compte de fonctionnement alors qu'ils pourraient être inscrits dans le compte d'investissement; ces corrections peuvent être affinées par les communes:

- Corpataux-Magnedens: en 2010, diminution de charges de 50'000 fr. pour l'entretien des routes
- Farvagny: pour l'entretien des routes, diminution de charges de 100'000 fr. en 2009 et 30'000 fr. en 2012
- Le Glèbe: en 2008, suppression de la charge et du produit de 35'000 fr. pour la culture (remboursement de tiers)
- Rossens:
 - 2008: suppression de la charge et du produit de 300'000 fr. pour le bâtiment scolaire (imputation interne)
 - 2010: suppression de la charge et du produit de 200'000 fr. pour l'entretien des routes (imputation interne)
 - 2011: suppression de la réserve de 900'000 fr. pour la salle de sport → *réserve non obligatoire*
 - 2012: suppression de la réserve de 1'000'000 fr. pour la salle de sport (→ *réserve non obligatoire*); diminution de la charge (imputation interne) et du produit (gain comptable) de 300'000 fr. pour l'entretien des routes
- Vuisternens-en-Ogoz: en 2012, diminution de charges de 120'000 fr. pour l'entretien des places publiques

> **Classification / Péréquation**

Pour les années 2008 à 2010, nous avons évalué les hypothétiques effets financiers du système de péréquation financière intercommunale (entrée en vigueur en 2011) par rapport à l'ancien système de classification. L'effet net positif moyen annuel peut être évalué à un peu plus de 230'000 fr. Il est à relever que ces effets sont hypothétiques, c'est pourquoi il est renoncé à les intégrer dans la présente analyse.

De plus, il est constaté que la fusion ou non des cinq communes n'a pas d'effet financier significatif, dès 2011, sur les montants à recevoir / à payer au titre de la péréquation des ressources et à recevoir au titre de la péréquation des besoins.

2. **Calcul de la marge nette d'autofinancement (MNA) structurelle**

La marge nette d'autofinancement (MNA) représente le bénéfice réel avant amortissement supplémentaire et attribution à la réserve non obligatoire.

Dans le cas d'un résultat positif, la MNA structurelle peut être utilisée de trois façons:

- effectuer des amortissements supplémentaires;
- baisser les coefficients d'impôts communaux;
- financer de nouveaux investissements.

TABLEAU "CAPACITÉ D'INVESTISSEMENT"

3. **Calcul de la capacité d'investissement**

> **Calcul des crédits disponibles**

Sur la base du bilan et du contrôle de l'endettement (tableau annexé), la différence positive entre la limite de crédits autorisés et la dette nette effective correspond aux crédits disponibles au 31 décembre 2012, sous réserve des montants utilisés depuis lors et des réserves non constituées, ou au dépassement de la limite de crédits dans l'éventualité d'une différence négative.

> **Utilisation des crédits disponibles**

Les crédits disponibles peuvent être utilisés de deux manières:

- Premièrement, ils permettent d'anticiper l'amortissement du solde des autorisations d'emprunts. Cette manière de procéder a pour conséquence avantageuse de diminuer l'amortissement minimum légal, ce qui améliore la MNA, et donc la capacité future d'emprunt ou d'investissement.
- Deuxièmement, les crédits disponibles peuvent servir au financement d'un nouvel investissement. Dans ce cas, la commune ne supporte que la charge d'intérêt et pas l'amortissement. En effet, l'amortissement est déjà compris dans le montant minimum légal; si la commune utilise une marge de manœuvre financière qui résulte d'amortissements supplémentaires durant les années passées, on ne va pas la pénaliser en exigeant à nouveau un amortissement sur cette marge.

Dans le cas d'une MNA structurelle positive, nous conseillons aux communes d'épuiser en premier lieu leurs crédits disponibles. L'utilisation de ce montant à des fins d'investissements entraîne des frais financiers, calculés de la manière suivante:

- perte d'intérêts actifs suite à l'utilisation des capitaux: 0,50% des capitaux
- charge d'intérêts passifs suite à l'épuisement de la limite de crédits: 2,50% du solde de la limite de crédits

Remarques: Cette analyse ne tient pas compte des investissements qui n'ont pas jusqu'à ce jour généré de **frais financiers** ou de **frais d'exploitation**. En effet, ces frais ne figurent pas encore dans les comptes communaux des années retenues pour cette analyse.
De plus, en ce qui concerne le montant effectif des crédits disponibles, les **réserves non constituées** doivent être soustraites.
Il appartient dès lors à la commune de considérer ces éléments et de corriger les données que nous lui transmettons afin d'évaluer plus justement sa capacité d'investissement.

4. Calcul de la capacité d'emprunt

En cas de MNA structurelle positive, deux situations peuvent se présenter:

- 1° La MNA finance directement la dépense. Dans ce cas, elle est égale à l'investissement annuel.
- 2° La MNA permet de garantir le service d'un nouvel emprunt (intérêts et amortissements).

Dans ce second cas, la formule est:

$$\text{capacité d'emprunt: } \frac{(\text{MNA} - d) \times 100}{r + m}$$

r = taux d'intérêt passif

m = taux d'amortissement financier, selon l'article 53 RELCo

d = frais financiers éventuels découlant du nouvel investissement

Cette formule nous permet alors de calculer la capacité théorique d'emprunt. À ce résultat, viennent s'ajouter les crédits disponibles, ce qui donne la capacité totale d'investissement:

Variante 1 – coefficients 85,0% - contribution immobilière 2,00‰

La MNA structurelle moyenne de 992'210 fr. permettrait de dégager une capacité d'emprunt de 14'828'570 fr. et une capacité totale d'investissement de 20'699'128 fr.

Variante 2 – coefficients 90,0% - contribution immobilière 2,00‰

La MNA structurelle moyenne de 1'781'562 fr. permettrait de dégager une capacité d'emprunt de 26'957'062 fr. et une capacité totale d'investissement de 32'827'621 fr.

5. Montant d'aide à la fusion

Conformément aux dispositions de la loi du 9 décembre 2010 relative à l'encouragement aux fusions de communes (LEFC) (RSF 141.1.1), un montant d'aide financière pour le projet de fusion de 1'675'180 fr. pourrait être octroyé:

	<u>population 2010</u>
Corpataux-Magnedens	1'160 hab.
Farvagny	2'093 hab.
Le Glèbe	1'123 hab.
Rossens	1'222 hab.
Vuisternens-en-Ogoz	845 hab.

montant de base x nombre d'habitants x multiplicateur

200 fr. x 6'443 hab. x 1,3 = **1'675'180 fr.**

L'aide financière sera versée dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la nouvelle commune dans les limites des moyens du fonds mis à disposition; ce montant n'a pas été intégré dans l'analyse financière.

6. Conclusion

L'analyse effectuée nous permet de constater que les résultats consolidés sur cinq années des communes fusionnées sont positifs selon les hypothèses énoncées dans les deux variantes. Cette analyse tient compte d'éventuelles économies d'échelle réalisables par la fusion, calculées à 2% des charges de fonctionnement structurelles. Par contre, comme mentionné précédemment, cette analyse ne tient compte ni des effets positifs dus au changement de système de péréquation, ni du montant d'aide à la fusion.

Dans ces conditions, on peut raisonnablement affirmer que des coefficients d'impôts prévus dans les variantes 1 ou 2 sont une limite inférieure viable à moyen terme pour la commune fusionnée. Il s'agira cependant d'évaluer les besoins futurs d'investissements compte tenu notamment de la taille de la nouvelle commune (6'500 habitants à terme).

Variante 1	Situation financière
------------	----------------------

N°	LIBELLÉS	CHARGES					PRODUITS				
		2008	2009	2010	2011	2012	2008	2009	2010	2011	2012
0	ADMINISTRATION	2'593'195.46	2'712'821.87	2'822'919.81	3'030'087.44	3'189'742.27	801'103.20	850'941.90	903'469.06	948'609.65	1'037'932.70
1	ORDRE PUBLIC	741'393.47	870'544.26	792'745.25	605'978.00	654'190.25	340'723.98	551'035.46	553'371.89	615'051.85	420'834.40
2	ENSEIGNEMENT & FORMATION	6'302'154.40	6'473'968.43	6'820'600.02	7'772'462.50	7'953'969.78	229'284.07	280'546.80	252'300.55	272'083.70	372'151.10
3	CULTURE & LOISIRS	1'121'936.35	1'108'671.65	1'129'528.15	1'212'613.40	1'359'450.10	40'119.85	71'114.25	62'707.75	81'010.30	178'298.30
4	SANTÉ	1'394'528.45	1'495'852.75	1'683'440.30	1'950'643.30	2'153'939.90	56'497.20	47'819.95	77'263.55	92'302.80	71'882.55
5	AFFAIRES SOCIALES	3'134'520.45	2'565'010.15	2'581'167.60	3'042'060.45	3'165'683.30	29'217.70	24'760.35	54'713.55	190'683.70	114'299.00
6	TRANSP. & COMMUNICATION	1'571'381.90	1'844'930.39	1'973'019.82	1'646'574.40	1'840'020.23	111'007.10	169'598.85	179'913.05	196'293.00	193'625.90
70	Approvisionnement en eau	753'746.15	791'684.75	799'514.45	922'923.05	950'531.05	753'746.15	791'684.75	799'514.45	922'923.05	950'531.05
71	Protection des eaux	925'454.92	888'756.25	901'562.95	1'194'986.49	1'364'172.54	925'454.92	888'756.25	901'562.95	1'194'986.49	1'364'172.54
72	Gestion des déchets	767'431.30	776'580.05	730'623.85	816'006.75	833'687.31	612'319.80	629'415.69	653'805.70	679'276.45	744'190.80
	Autres	250'745.10	222'980.02	253'934.55	210'584.14	226'928.50	101'505.40	121'211.40	126'374.00	162'848.40	177'614.40
7	ENVIRONNEMENT	2'697'377.47	2'680'001.07	2'685'635.80	3'144'500.43	3'375'319.40	2'393'026.27	2'431'068.09	2'481'257.10	2'960'034.39	3'236'508.79
8	ÉCONOMIE	137'990.67	177'309.56	197'147.20	92'062.15	124'621.99	133'521.85	354'827.01	207'256.45	206'680.60	186'373.24
900	Impôts ordinaires personnes physiques	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	12'047'390.00	12'234'810.00	12'235'490.00	12'532'010.00	12'998'990.00
900	Impôts ordinaires personnes morales	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	442'680.00	853'620.00	939'210.00	1'341'170.00	1'384'370.00
900	Contribution immobilière	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	1'299'630.00	1'379'410.00	1'418'150.00	1'470'530.00	1'540'630.00
901	Impôts irréguliers *	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	606'844.95	547'368.75	565'213.45	742'820.55	1'026'024.45
902	Autres impôts	239'451.64	219'574.00	391'017.49	595'385.00	555'037.19	1'083'533.35	1'278'859.37	1'265'119.20	1'296'109.55	1'448'934.51
930	Péréquation financière intercommunale	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	1'419'792.00	1'458'494.00
9401	Amortissements obligatoires	1'789'026.65	1'686'181.60	1'548'943.85	1'553'036.95	1'906'308.80	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
991	Amortissements supplémentaires	1'130'953.90	709'743.16	1'103'836.60	2'127'395.55	715'936.25	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
992	Réserves non obligatoires	308'888.35	426'346.85	561'000.00	947'586.70	1'645'604.60	121'693.35	213'557.76	308'623.69	254'600.55	252'078.75
993	Résultats comptables	0.00	60'870.00	471'514.90	0.00	0.00	2'936'153.15	112'234.13	623'155.95	1'916'294.80	890'315.40
	Autres	3'676'897.54	3'616'106.10	3'636'628.20	4'222'382.10	4'090'436.97	4'906'517.64	4'444'376.73	5'581'689.00	6'070'223.30	6'223'041.55
9	FINANCES	7'145'218.08	6'718'821.71	7'712'941.04	9'445'786.30	8'913'323.81	23'444'442.44	21'064'236.74	22'936'651.29	27'043'550.75	27'222'878.66
0-9	Total	26'839'696.70	26'647'931.84	28'399'144.99	31'942'768.37	32'730'261.03	27'578'943.66	25'845'949.40	27'708'904.24	32'606'300.74	33'034'784.64
	Imputations internes	4'748'321.52	4'203'865.94	5'275'600.04	6'088'097.50	6'667'729.20	4'748'321.52	4'203'865.94	5'275'600.04	6'088'097.50	6'667'729.20
	Total sans 99 et imputations internes	20'651'532.93	21'247'105.89	20'987'193.45	22'779'688.62	23'700'990.98	19'772'775.64	21'316'291.57	21'501'524.56	24'347'307.89	25'224'661.29

couverture
100%
100%
min. 70%

coefficients
85.0%
85.0%
2.00‰

* successions, donations, gains immobiliers, mutations

Marge nette d'autofinancement (MNA) structurelle	-878'757.29	69'185.68	514'331.11	1'567'619.27	1'523'670.31
+ Économie maximale de charges structurelles escomptées: 2%	410'000.00	420'000.00	420'000.00	450'000.00	470'000.00
MNA structurelle corrigée	-468'757.29	489'185.68	934'331.11	2'017'619.27	1'993'670.31
MNA structurelle moyenne	993'209.82				

Variante 1**Capacité d'investissement****1) Crédits disponibles au 31.12.2012**

dettes brutes	36'881'778.35
- capitaux	<u>7'785'052.82</u>
= dettes nettes	29'096'725.53
limite de crédits	<u>34'967'284.35</u>
crédits disponibles ou	5'870'558.82
dépassement de la limite de crédits	0.00

2) Calcul des frais financiers entraînés par l'utilisation des crédits disponibles ou relatifs au dépassement de la limite de crédits

crédits disponibles	5'870'558.82
sur :	
- capitaux	5'870'558.82
- dettes	0.00

a) perte d'intérêts suite à l'utilisation des capitaux	0.50 % de	5'870'558.82 =	29'352.79
b) charge d'intérêts lors de l'épuisement de la limite de crédits (dettes)	2.50 % de	0.00 =	0.00
c) rattrapage minimum légal du dépassement de la limite de crédits *	10.00 % de	0.00 =	<u>0.00</u>
d) total des frais financiers			29'352.79

* si l'endettement net est supérieur à la limite de crédits autorisés

3) MNA structurelle moyenne selon la situation financière**993'209.82****4) Calcul de la capacité d'emprunt théorique**

$$\text{capacité d'emprunt: } \frac{(MNA - d) \times 100}{r + m} = \frac{(993'209.82 - 29'352.79) \times 100}{2.50 + 4.00} = \mathbf{14'828'569.57}$$

r = taux d'intérêt passif

m = taux d'amortissement financier, selon art. 53 RELCo

d = frais financiers éventuels découlant du nouvel investissement

5) Capacité totale d'investissement

capacité d'emprunt	14'828'569.57
crédits disponibles	<u>5'870'558.82</u>
capacité totale d'investissement	20'699'128.39

Variante 2	Situation financière
------------	----------------------

N°	LIBELLÉS	CHARGES					PRODUITS				
		2008	2009	2010	2011	2012	2008	2009	2010	2011	2012
0	ADMINISTRATION	2'593'195.46	2'712'821.87	2'822'919.81	3'030'087.44	3'189'742.27	801'103.20	850'941.90	903'469.06	948'609.65	1'037'932.70
1	ORDRE PUBLIC	741'393.47	870'544.26	792'745.25	605'978.00	654'190.25	340'723.98	551'035.46	553'371.89	615'051.85	420'834.40
2	ENSEIGNEMENT & FORMATION	6'302'154.40	6'473'968.43	6'820'600.02	7'772'462.50	7'953'969.78	229'284.07	280'546.80	252'300.55	272'083.70	372'151.10
3	CULTURE & LOISIRS	1'121'936.35	1'108'671.65	1'129'528.15	1'212'613.40	1'359'450.10	40'119.85	71'114.25	62'707.75	81'010.30	178'298.30
4	SANTÉ	1'394'528.45	1'495'852.75	1'683'440.30	1'950'643.30	2'153'939.90	56'497.20	47'819.95	77'263.55	92'302.80	71'882.55
5	AFFAIRES SOCIALES	3'134'520.45	2'565'010.15	2'581'167.60	3'042'060.45	3'165'683.30	29'217.70	24'760.35	54'713.55	190'683.70	114'299.00
6	TRANSP. & COMMUNICATION	1'571'381.90	1'844'930.39	1'973'019.82	1'646'574.40	1'840'020.23	111'007.10	169'598.85	179'913.05	196'293.00	193'625.90
70	Approvisionnement en eau	753'746.15	791'684.75	799'514.45	922'923.05	950'531.05	753'746.15	791'684.75	799'514.45	922'923.05	950'531.05
71	Protection des eaux	925'454.92	888'756.25	901'562.95	1'194'986.49	1'364'172.54	925'454.92	888'756.25	901'562.95	1'194'986.49	1'364'172.54
72	Gestion des déchets	767'431.30	776'580.05	730'623.85	816'006.75	833'687.31	612'319.80	629'415.69	653'805.70	679'276.45	744'190.80
	Autres	250'745.10	222'980.02	253'934.55	210'584.14	226'928.50	101'505.40	121'211.40	126'374.00	162'848.40	177'614.40
7	ENVIRONNEMENT	2'697'377.47	2'680'001.07	2'685'635.80	3'144'500.43	3'375'319.40	2'393'026.27	2'431'068.09	2'481'257.10	2'960'034.39	3'236'508.79
8	ÉCONOMIE	137'990.67	177'309.56	197'147.20	92'062.15	124'621.99	133'521.85	354'827.01	207'256.45	206'680.60	186'373.24
900	Impôts ordinaires personnes physiques	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	12'756'060.00	12'954'510.00	12'955'220.00	13'269'190.00	13'763'640.00
900	Impôts ordinaires personnes morales	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	468'720.00	903'830.00	994'460.00	1'420'070.00	1'465'800.00
900	Contribution immobilière	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	1'299'630.00	1'379'410.00	1'418'150.00	1'470'530.00	1'540'630.00
901	Impôts irréguliers *	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	606'844.95	547'368.75	565'213.45	742'820.55	1'026'024.45
902	Autres impôts	239'451.64	219'574.00	391'017.49	595'385.00	555'037.19	1'083'533.35	1'278'859.37	1'265'119.20	1'296'109.55	1'448'934.51
930	Péréquation financière intercommunale	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	1'419'792.00	1'458'494.00
9401	Amortissements obligatoires	1'789'026.65	1'686'181.60	1'548'943.85	1'553'036.95	1'906'308.80	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
991	Amortissements supplémentaires	1'130'953.90	709'743.16	1'103'836.60	2'127'395.55	715'936.25	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
992	Réserves non obligatoires	308'888.35	426'346.85	561'000.00	947'586.70	1'645'604.60	121'693.35	213'557.76	308'623.69	254'600.55	252'078.75
993	Résultats comptables	0.00	60'870.00	471'514.90	0.00	0.00	2'936'153.15	112'234.13	623'155.95	1'916'294.80	890'315.40
	Autres	3'676'897.54	3'616'106.10	3'636'628.20	4'222'382.10	4'090'436.97	4'906'517.64	4'444'376.73	5'581'689.00	6'070'223.30	6'223'041.55
9	FINANCES	7'145'218.08	6'718'821.71	7'712'941.04	9'445'786.30	8'913'323.81	24'179'152.44	21'834'146.74	23'711'631.29	27'859'630.75	28'068'958.66
0-9	Total	26'839'696.70	26'647'931.84	28'399'144.99	31'942'768.37	32'730'261.03	28'313'653.66	26'615'859.40	28'483'884.24	33'422'380.74	33'880'864.64
	Imputations internes	4'748'321.52	4'203'865.94	5'275'600.04	6'088'097.50	6'667'729.20	4'748'321.52	4'203'865.94	5'275'600.04	6'088'097.50	6'667'729.20
	Total sans 99 et imputations internes	20'651'532.93	21'247'105.89	20'987'193.45	22'779'688.62	23'700'990.98	20'507'485.64	22'086'201.57	22'276'504.56	25'163'387.89	26'070'741.29

couverture
100%
100%
min. 70%

coefficients
90.0%
90.0%
2.00‰

* successions, donations, gains immobiliers, mutations

Marge nette d'autofinancement (MNA) structurelle	-144'047.29	839'095.68	1'289'311.11	2'383'699.27	2'369'750.31
+ Économie maximale de charges structurelles escomptées: 2%	410'000.00	420'000.00	420'000.00	450'000.00	470'000.00
MNA structurelle corrigée	265'952.71	1'259'095.68	1'709'311.11	2'833'699.27	2'839'750.31
MNA structurelle moyenne	1'781'561.82				

Variante 2**Capacité d'investissement****1) Crédits disponibles au 31.12.2012**

dettes brutes	36'881'778.35
- capitaux	<u>7'785'052.82</u>
= dettes nettes	29'096'725.53
limite de crédits	<u>34'967'284.35</u>
crédits disponibles ou	5'870'558.82
dépassement de la limite de crédits	0.00

2) Calcul des frais financiers entraînés par l'utilisation des crédits disponibles ou relatifs au dépassement de la limite de crédits

crédits disponibles	5'870'558.82
sur :	
- capitaux	5'870'558.82
- dettes	0.00

a) perte d'intérêts suite à l'utilisation des capitaux	0.50 % de	5'870'558.82 =	29'352.79
b) charge d'intérêts lors de l'épuisement de la limite de crédits (dettes)	2.50 % de	0.00 =	0.00
c) rattrapage minimum légal du dépassement de la limite de crédits *	10.00 % de	0.00 =	<u>0.00</u>
d) total des frais financiers			29'352.79

* si l'endettement net est supérieur à la limite de crédits autorisés

3) MNA structurelle moyenne selon la situation financière 1'781'561.82**4) Calcul de la capacité d'emprunt théorique**

$$\text{capacité d'emprunt: } \frac{(MNA - d) \times 100}{r + m} = \frac{(1'781'561.82 - 29'352.79) \times 100}{2.50 + 4.00} = 26'957'061.88$$

r = taux d'intérêt passif

m = taux d'amortissement financier, selon art. 53 RELCo

d = frais financiers éventuels découlant du nouvel investissement

5) Capacité totale d'investissement

capacité d'emprunt	26'957'061.88
crédits disponibles	<u>5'870'558.82</u>
capacité totale d'investissement	32'827'620.70

Fusion Corpataux-Magnedens - Farvagny - Le Glèbe - Rossens - Vuisternens-en-Ogoz

Indicateurs économiques et financiers

	Corpataux-Magnedens	Farvagny	Le Glèbe	Rossens	Vuisternens-en-Ogoz	Total
Conseil communal: nombre de membres	7	7	9	7	2 admin. prov.	32
Coefficients impôts personnes physiques en % 2013	98.0%	90.0%	89.0%	85.0%	99.5%	
Coefficients impôts personnes morales en % 2013	98.0%	90.0%	89.0%	85.0%	99.5%	
Contribution immobilière en ‰ 2013	2.00‰	2.00‰	2.00‰	2.00‰	2.00‰	
IPF - Indice du potentiel fiscal 2014	73.41	77.99	71.97	107.92	71.69	
ISB - Indice synthétique des besoins 2014	105.60	103.53	100.48	108.44	100.42	
Population légale au 31.12.2012	1'237	2'130	1'189	1'242	938	
Superficie en km²	4.35	10.04	10.37	5.10	6.19	
Dette nette I (+) ou Capital I (-) au 31.12.2012	9'018'441.-	8'243'172.-	5'350'651.-	1'653'673.-	4'830'789.-	
Dette nette I (+) ou Capital (-) par habitant au 31.12.2012	7'291.-	3'870.-	4'500.-	1'331.-	5'150.-	
Dette nette I = dette nette effective du patrimoine administratif et financier						
Dette nette II (-) ou Capital (-) au 31.12.2012	7'377'183.-	6'886'118.-	4'660'222.-	-532'535.-	3'844'520.-	
Dette nette II (+) ou Capital (-) par habitant au 31.12.2012	5'964.-	3'233.-	3'919.-	-429.-	4'099.-	
Dette nette II = dette nette du patrimoine administratif seul (indicateur financier)						
MNA structurelle moyenne individuelle 2008-2012	-36'083.-	179'789.-	-131'614.-	798'902.-	-166'114.-	
Capacité d'investissement individuelle	0.-	4'798'089.-	0.-	16'159'153.-	0.-	

situation 2011

MNA structurelle moyenne fusion 2008-2012
Capacité d'investissement fusion

Fusion	Fusion
Variante 1	Variante 2
max. 9 membres (11 pour une législature)	
85.0%	90.0%
85.0%	90.0%
2.00‰	2.00‰
80.98	
104.35	
6'736	
36.05	
29'096'726.-	
4'320.-	
22'235'508.-	
3'301.-	
Moyenne des communes 2012 = 1'525.-	
993'210.-	1'781'562.-
20'699'128.-	32'827'621.-

Fusion Corpataux-Magnedens - Farvagny - Le Glèbe - Rossens - Vuisternens-en-Ogoz

Contrôle de l'endettement des communes fusionnées au 31 décembre 2012

	Endettement légal						Endettement selon bilan			Crédits disponibles au 31.12.2012
	Emprunts autorisés	Crédits non utilisés	Amortissements cumulés 2011	Amortissement min. légal 2012	Subventions et autres 2012	Limite de crédits autorisés 2012	Dettes brutes au 31.12.2012	Capitaux au 31.12.2012	Dettes nettes au 31.12.2012	
Corpataux-Magnedens	12'091'328.00	76'306.55	3'166'304.40	426'762.95	124'699.05	8'297'255.05	9'546'517.20	528'076.43	9'018'440.77	-721'185.72
Farvagny	20'775'653.00	3'872'367.40	5'313'149.20	420'263.30	170'374.55	10'999'498.55	9'439'311.00	1'196'139.46	8'243'171.54	2'756'327.01
Le Glèbe	8'455'960.00	0.00	3'162'069.70	206'712.40	300'712.90	4'786'465.00	6'159'821.04	809'170.17	5'350'650.87	-564'185.87
Rossens	10'433'026.00	515'176.50	3'505'453.65	230'292.20	0.00	6'182'103.65	5'543'496.20	3'889'822.78	1'653'673.42	4'528'430.23
Vuisternens-en-Ogoz	11'632'315.80	904'088.15	5'372'251.45	389'570.00	264'444.10	4'701'962.10	6'192'632.91	1'361'843.98	4'830'788.93	-128'826.83
Autorisations de financement octroyées au 31.12.2012	63'388'282.80	5'367'938.60	20'519'228.40	1'673'600.85	860'230.60	34'967'284.35	36'881'778.35	7'785'052.82	29'096'725.53	5'870'558.82

Crédits disponibles

5'870'558.82